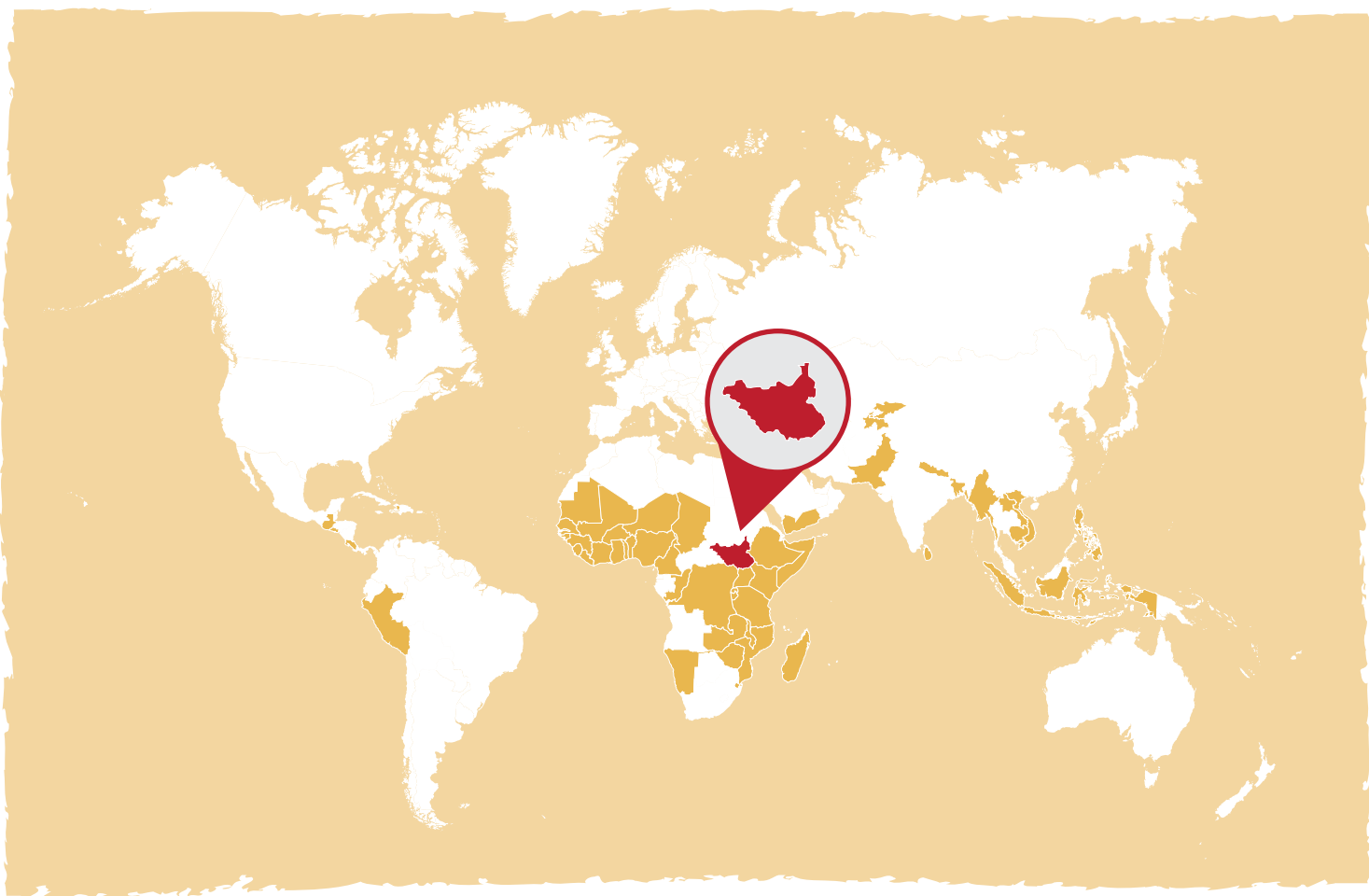


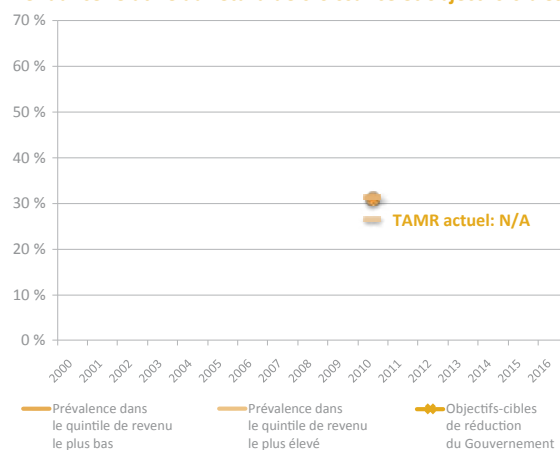
Soudan du Sud



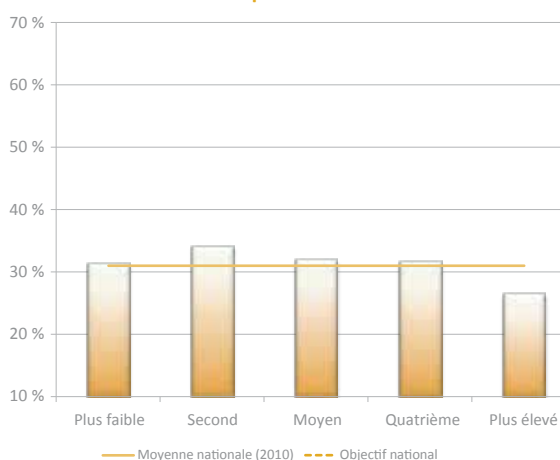
Date d'adhésion : juin 2013

Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	9,94
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	1,6
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	0,54
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	0,35
Taux de croissance de la population (2010)	4,25 %
Indicateurs (MICS 2010) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	N/A
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	45,0 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	31,1 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	22,7 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	6,0 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	-
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	-
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	3,1 %
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	17,3 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	70,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	45,3 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	21,7 %
Taux d'emploi féminin	41,9 %
Âge médian au premier mariage	-
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	-
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	18,4 %
Taux de fécondité	7,5
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	18,00 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	-
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	-
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	-
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	-
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	7,4 %
Défécation en plein air	64,1 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	69,0 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	0,9 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	11,7 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	1.221,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	-
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	-

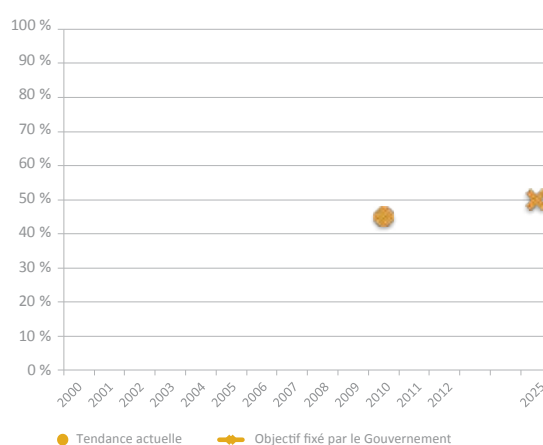
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



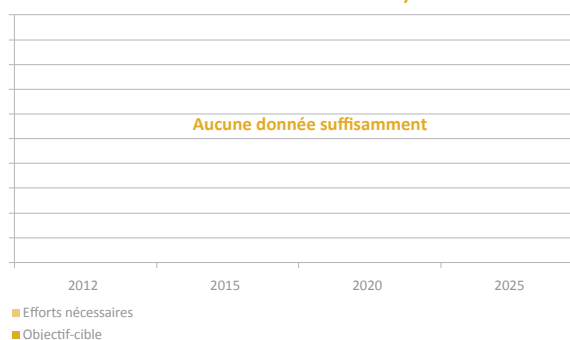
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil pour la sécurité alimentaire, présidé par le Président, est la plate-forme multisectorielle de coordination des politiques au plus haut niveau. Lors du lancement du Mouvement SUN au Sud-Soudan, les parties prenantes SUN avaient recommandé sa transformation « Conseil pour la sécurité de la nutrition ». Le Gouvernement, avec l'appui de toutes les parties prenantes SUN, s'est engagé à le faire sous la direction du Point focal SUN du Gouvernement, le Dr Makur Kariom, de concert avec le Secrétaire général du Conseil. La plate-forme serait chargée de la coordination et de la supervision des progrès réalisés en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de regrouper les différents secteurs du Gouvernement, notamment plusieurs ministères (Économie et Plan, Santé, Agriculture, Éducation, Développement rural, Administrations locales et Égalité des sexes ; Bien-être de l'enfant et de la société), la société civile, le secteur privé, les universités et les instituts de recherche, les donateurs et le système des Nations Unies. L'USAID, la Banque mondiale, le DFID, l'UE, l'Allemagne, l'Australie et les autres donateurs travaillent dans différents États dans le pays. L'animateur des donateurs n'a pas encore été désigné. Le Forum des ONG est la plate-forme des organisations de la société civile. Les agences pertinentes des Nations Unies redevables de la nutrition (UNICEF, WHO, WFP, et FAO) sont activement impliquées et soutiennent les efforts que le Gouvernement déploie pour générer et analyser des informations relatives à la nutrition, au renforcement des capacités et à la mise en œuvre des programmes.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le conflit armé en cours, qui a commencé en décembre 2013, s'est soldé par une situation d'urgence et des besoins humanitaires aigus, qui nécessitent des approches et des interventions visant à sauver des vies. Par conséquent, toutes les interventions nutritionnelles sont axées sur la fourniture des services de nutrition d'urgence ce qui peut supposer le manque de financement ou d'allocation de fonds à d'autres interventions nutritionnelles à plus long terme. Avant la crise actuelle, le Gouvernement avait exprimé le besoin d'élaborer un plan d'action multisectoriel intégré et chiffré qui pourrait servir de cadre commun de résultats. Plusieurs programmes sectoriels qui contribuent à la nutrition sont en cours de mise en œuvre, principalement par les partenaires de développement. Toutefois, ceux-ci doivent être harmonisés avec les résultats communs attendus. Le département de la nutrition du ministère de la Santé, avec l'appui des partenaires de développement coordonne l'intégration et le déploiement des interventions spécifiques à la nutrition et l'adoption des approches qui contribuent à la nutrition. Toutefois, les capacités nationales de planification et de mise en œuvre des stratégies et programmes de nutrition sont limitées, tout comme les ressources financières.

Un système d'information pour la nutrition existe, bien qu'il soit géré avec l'appui des partenaires de développement. Le ministère de la Santé gère un système de gestion de l'information sanitaire qui est en train d'être mis à niveau pour intégrer davantage d'indicateurs de la nutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le ministère de la Santé finalise la politique nationale de nutrition. Très récemment, le secteur de la nutrition avait finalisé la révision du paquet minimum de services de santé et de nutrition (BPHN). Son approbation et sa mise en œuvre par le ministère de la Santé améliorera l'intégration de la nutrition dans les services de santé.

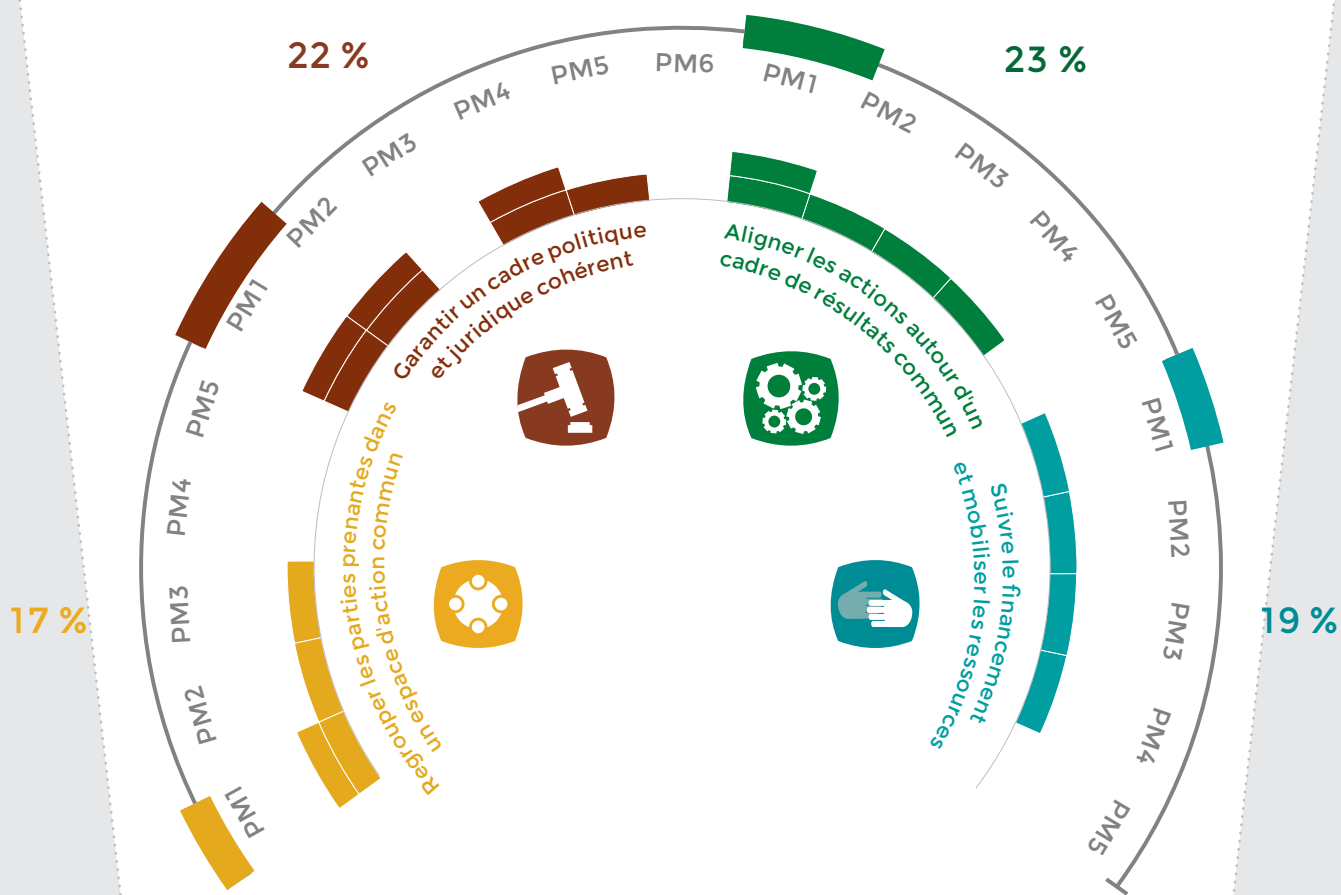
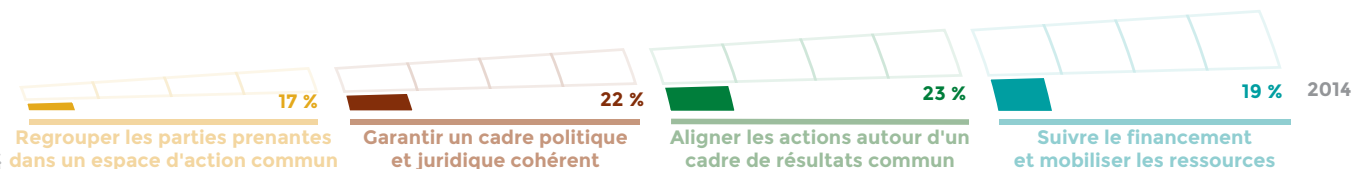
Pour le Gouvernement, faire le bilan de la situation de l'alimentation et de la nutrition dans le pays, notamment une analyse des stratégies, institutions, parties prenantes et programmes et initiatives en cours est une priorité et peut nécessiter l'appui des partenaires de développement. La nutrition est intégrée dans différentes politiques et différents plans, y compris le Plan de développement du Sud Soudan, le Plan de développement du secteur de la santé, la Politique de sécurité alimentaire, la politique de protection sociale et le projet de politique de nutrition et de santé. Les partenaires de développement joueront un rôle essentiel en soutenant les ministères techniques dans le développement et la révision des politiques nationales et en fournissant des orientations techniques pour l'élaboration des lignes directrices, le renforcement des capacités et la mise en œuvre des interventions nutritionnelles.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

En raison de la crise humanitaire actuelle, presque tous les fonds destinés à la nutrition sont alloués aux interventions d'urgence et fournis à court terme. Les financements pour les interventions à long terme sont infimes. Le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires de développement prend les devants pour mobiliser les ressources afin de réaliser des résultats en matière de nutrition. Certains de ces efforts visent à soutenir les initiatives destinées à renforcer les capacités nationales pour répondre aux besoins en matière d'alimentation et de nutrition des populations. Plus de ressources et de capacités sont nécessaires pour les interventions visant à renforcer la nutrition. Apparemment, il existe des systèmes parallèles pour le suivi financier, gérés par les partenaires de développement, qui ne font pas l'objet d'une coordination. Le Gouvernement aimerait recevoir un appui dans le domaine du suivi financier en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la nutrition.

Point de référence de 2014¹ sur quatre processus SUN Soudan du Sud

Notation des marqueurs de progrès 2014



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN